



Sur les sentiers du lait au Mali

Périple de deux professionnels laitiers wallons
à la rencontre
de leurs confrères maliens

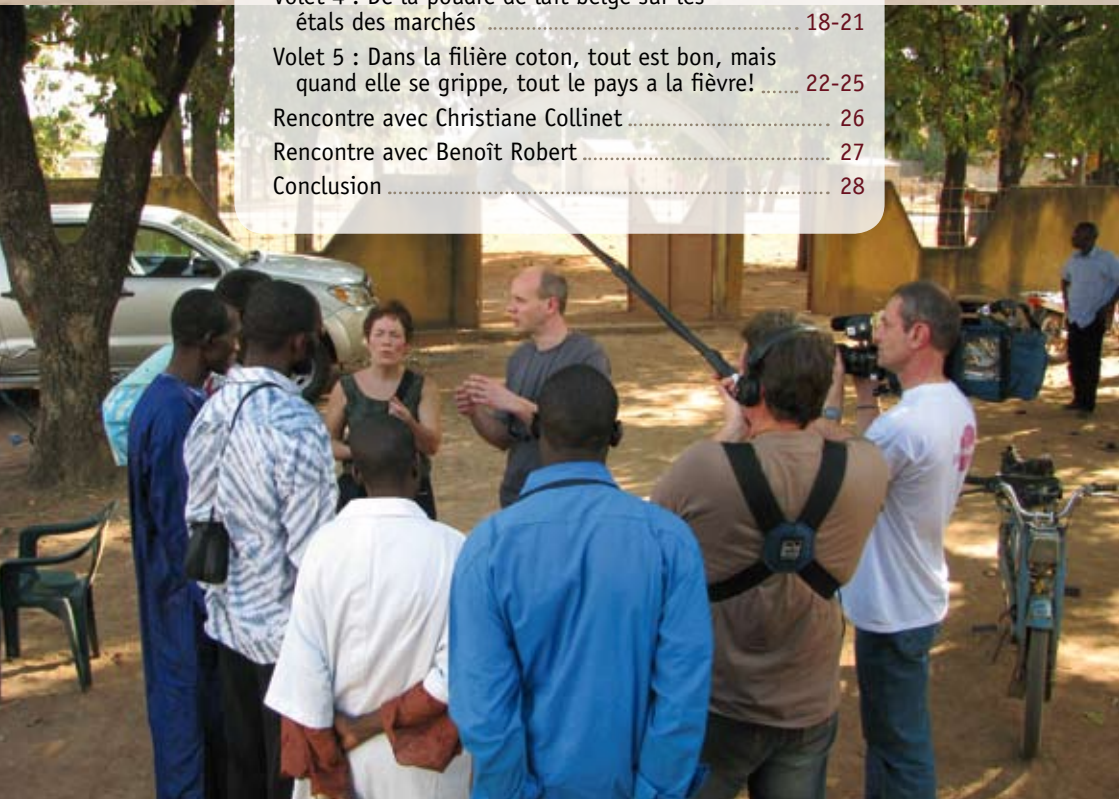


DIERENARTSEN | VETERINAIRES
ZONDER GRENZEN | SANS FRONTIÈRES
BELGIUM



Sommaire

Introduction	1
Sur la carte	1
Volet 1 : Deux producteurs wallons... à la rencontre de leurs confrères maliens	2-7
Volet 2 : Lait, beurre, yaourt, savon... la gamme s'étoffe à la laiterie de Koumantou	8-13
Volet 3 : Les Peuls, ces pasteurs d'exception	14-17
Volet 4 : De la poudre de lait belge sur les étals des marchés	18-21
Volet 5 : Dans la filière coton, tout est bon, mais quand elle se grippe, tout le pays a la fièvre!	22-25
Rencontre avec Christiane Collinet	26
Rencontre avec Benoît Robert	27
Conclusion	28



Introduction

Du 7 au 14 décembre 2008, l'ONG Vétérinaires Sans Frontières (VSF) Belgique a emmené deux professionnels du secteur laitier belge au Mali. Christiane Collinet (agricultrice à La Roche) et Benoît Robert (fromager à Trois-Ponts) ont arpenté les « sentiers du lait » au sud de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Durant cette semaine, ils ont pris connaissance de la complexité de la filière laitière en Afrique. Le marché laitier malien est composé d'une part importée sous forme de poudre de lait et d'une part produite localement. La semaine était axée sur la rencontre de différents acteurs de la filière. La visite d'entreprises de production, transformation et commercialisation du lait ainsi que la rencontre d'éleveurs peuls ont permis à la « délégation wallonne » de mieux comprendre la situation des producteurs de lait maliens. Ce carnet de route est destiné à toute personne qui désire comprendre les enjeux de la filière laitière malienne. Les articles qui le composent ont été réalisés par Marc de Neuville, journaliste de l'hebdomadaire agricole le Sillon Belge.





Deux producteurs wallons... à la rencontre de leurs confrères maliens

VOLET 1

Pendant une semaine, l'ONG Vétérinaires Sans Frontières (VSF) et la rédaction du Sillon Belge ont accompagné une éleveuse et un fromager wallons à la rencontre de producteurs laitiers de ce vaste pays sahélien qui compte l'un des cheptels les plus importants d'Afrique de l'Ouest.

L'ONG VSF avait lancé une invitation aux éleveurs wallons à participer à un voyage d'échange consacré à la filière lait au Mali. Cela, dans le cadre d'un projet d'éducation au développement, financé par l'Union européenne, visant à sensibiliser les producteurs de nos régions industrialisées à la situation que vivent leurs confrères des pays en développement, aux différences qui les distinguent, mais aussi aux réalités qui les rapprochent.

C'est ainsi que, sous la conduite de représentants de l'ONG VSF, Christiane Collinet, agricultrice à La Roche et Benoît Robert, fromager à Trois-Ponts, ont arpenté les « sentiers du lait » de ce pays d'Afrique de l'Ouest dont la superficie est 41 fois plus étendue que celle de la Belgique et où l'élevage constitue la 3^e source de devises après l'or et le coton.

Dans ce premier volet, nous dressons un rapide portrait du Mali et évoquons la phi-

losophie originale qui anime l'ONG VSF et le projet d'appui à la filière laitière mené localement par celle-ci en étroite collaboration avec un partenaire malien, l'ONG Initiatives Conseils Développement (ICD).

Coup d'œil sur le pays

Le Mali est un très grand pays d'Afrique de l'Ouest, puisqu'il couvre une surface de 1.200.000 km², scindée en 8 régions et dont la majeure partie est désertique», indique d'emblée Denis Ripoche, ingénieur agronome, responsable des projets de VSF dans ce pays.

Comme le montre la carte, le Mali a des frontières avec sept pays voisins: la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger et l'Algérie.

Sa population compte 12 millions d'habitants, dont 2 millions dans la capitale Bamako.

Le taux de fécondité est parmi les plus élevés du monde, puisqu'il est de 7 enfants par femme. Par contre, l'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas 50 ans. Il est vrai que le taux de mortalité infantile est très élevé.

On estime que 65% des Maliens sont pauvres à extrêmement pauvres. L'indice de développement humain est en effet parmi

les plus faibles: selon ce critère, le pays se classe 173^e sur les 177 pays qui ont accepté d'être considérés par cet indicateur créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Malgré cela, le Mali fait preuve d'une croissance économique positive et la démocratie y règne de façon assez vivante grâce à une société civile plutôt dynamique.

L'élevage, un rôle majeur...

Fort de ses 7 millions de bovins, 16 millions de petits ruminants et 500.000 camélidés (surtout dans le nord du pays), le Mali compte un cheptel parmi les plus importants d'Afrique.

L'agriculture est un secteur d'activité essentiel puisqu'il représente 45 % du produit intérieur brut (l'élevage = 10 % du PIB). On estime que 30 % des Maliens dépendent directement de l'élevage, mais indirectement, cette proportion s'élève à près de 80%. Jusqu'il y a peu l'élevage était la 3^e source de devises au Mali, après l'or et le coton, mais vu l'effondrement du marché du coton en 2008, l'élevage pourrait devancer celui-ci.

Denis Ripoche: «Au Mali, l'élevage est davantage une activité

«L'élevage remplit un rôle social important car il définit le statut social de l'éleveur»

économique qu'un mode de production pour l'autoconsommation. En effet, les revenus de l'élevage servent en premier lieu aux dépenses destinées à l'alimentation du ménage, aux frais de santé et de scolarité. Ils sont aussi utilisés pour les achats d'intrants et pour les événements socio-culturels tels que les mariages ou les fêtes traditionnelles. L'autoconsommation des produits de l'élevage joue un rôle modeste dans l'alimentation des éleveurs préférant vendre leurs produits afin d'acquérir les revenus nécessaires à l'achat d'aliments.»

«Mais l'élevage contribue aussi au développement des activités agricoles par la traction animale et la production de fumier.

Enfin, l'élevage remplit également un rôle social important car il définit le statut social de l'éleveur.»

... mais une productivité faible

Malgré ces effectifs pléthoriques, le cheptel est en réalité peu valorisé. Les animaux sont vendus sur pied, de sorte qu'il y a peu



de valeur ajoutée dégagée sur la viande, les cuirs et la peau.

Quant au lait, il représente 40% du chiffre d'affaires de l'élevage, mais sa production est insuffisamment valorisée. De fait, 50% de la consommation en lait au plan national est importée.

La consommation de lait dans le pays est



estimée entre 30 et 50 litres/an/habitant, soit un total de 560.000 tonnes/an. Or, la production de lait s'élève à quelque 600.000 tonnes/an, de sorte que dans l'absolu, l'offre intérieure permettrait de satisfaire la totalité des besoins. Mais ce n'est pas le cas.

Parmi les facteurs limitant la production et l'accès de celle-ci à la population, Denis Ripoché pointe une série d'éléments. A commencer par le très faible potentiel génétique des animaux: la production moyenne par vache laitière atteint à peine 2 à 3 l/jour. Ensuite, les capacités d'abreuvement et d'alimentation des animaux sont réduites: le manque d'eau est la règle ou, lorsqu'elle est présente, elle est difficilement accessi-

ble. En saison sèche, les végétaux pour le bétail sont secs et pauvres en matière azotée comme la paille. Les solutions alternatives sont maigres: avec la crise du coton, le tourteau de coton se fait rare.

La santé animale pose également beaucoup de problèmes. Les médicaments bon marché en provenance de Mauritanie, du Nigéria, de Chine ou d'ailleurs sont souvent de mauvaise qualité. Et les services vétérinaires sont extrêmement rares dans les campagnes (en brousse, comme on dit dans le pays).

L'accès des produits au marché est également problématique en raison de l'enclavement des zones de production et de consommation. Les bonnes routes et les bonnes pistes sont très rares et ne couvrent que très partiellement le pays. Par ailleurs, ce dernier souffre d'un manque

«Les capacités d'abreuvement et d'alimentation des animaux sont réduites»

cruel d'infrastructures et d'entreprises. Pas de frigo, pas de camion frigorifique, pas de capacité de stockage... Difficile dès lors de valoriser le lait, la viande, la peau...

Enfin, l'accès des producteurs et des petites entreprises au crédit et au conseil est très compliqué et décourage nombre d'initiatives. Les organismes financiers ne prennent

aucun risque. Le manque de vision à moyen et à long terme de la politique agricole du pays est criant. La circulation de l'information n'existe pas, il n'y a pas d'interlocuteur fiable, ni de coopératives...

Vétérinaires Sans Frontières au Mali depuis 1998

Depuis une dizaine d'années, VSF participe à des projets de coopération au développement au Mali visant trois grands objectifs: améliorer la production et faciliter la commercialisation du lait à l'échelle locale; mettre en place des cabinets vétérinaires et des parcs de vaccination, développer des activités génératrices de revenus pour les femmes.

Parmi les actions en cours, figure notamment le projet, initié en janvier 2008, d'appui à la filière laitière PRODEL K (abréviation de PROjet de Développement de l'Élevage dans les régions de Koulikoro, Koumantou et Kita). Un projet que VSF mène en étroite collaboration avec l'ONG malienne ICD reconnue pour son expertise dans le domaine de la santé animale et de l'appui technique aux filières avicole et laitière et qui, à terme, gèrera seule le projet à 100%. Une approche participative originale et essen-

tielle aux yeux de VSF.

Cette intervention sur la filière laitière à une échelle très locale vise à améliorer, dans une quinzaine de communes du sud du pays, les conditions de vie des éleveurs et agro-éleveurs appartenant à l'ethnie peule qui, depuis une trentaine d'années, tend à se sédentariser.

Production et commercialisation du lait

«L'intervention de Vétérinaires Sans Frontières sur la filière laitière vise à améliorer les conditions de vie des éleveurs et agro-éleveurs»

Plus concrètement, et au niveau de mini-laiteries qui collectent et transforment le lait produit localement, l'action des deux ONG porte:

- en amont, sur l'amélioration de la production laitière, par le biais de banques aliments bétail qui assurent en quelque sorte un fonds de roulement permettant aux éleveurs d'avoir accès à l'aliment pour



le bétail, mais aussi sur l'hygiène de la collecte. Des formations sont également

organisées sur le rationnement du bétail et notamment la complémentation stratégique des animaux à la saison sèche (sons «riches», tourteaux, soja). Des possibilités sont présentées aux éleveurs et c'est à eux que revient le choix de celles

qui leur conviennent;

- dans les mini-laiteries mêmes, VSF et ICD mènent de nombreuses formations du personnel en matière de gestion et d'organisation. L'action des ONG porte également sur l'amélioration des infrastructures;
- en aval, avec son partenaire malien, VSF œuvre à l'élargissement de la gamme de produits laitiers, en particulier autour des produits de garde (yaourt) et des produits à forte valeur ajoutée (sirimé), dans ces petites laiteries. Il s'agit aussi d'aider ces très petites entreprises à identifier les débouchés potentiels pour ces nouveaux produits.

Santé animale et installation de vétérinaires privés

Un autre volet du projet Prodel K porte sur l'amélioration de la santé animale par l'installation et le soutien aux vétérinaires privés de proximité. Concrètement, VSF dépose en garantie, auprès de l'institution de micro-finance concernée, la moitié du montant que celle-ci accorde au vétérinaire pour l'acquisition d'une chaîne de froid, d'une moto pour les déplacements en brousse, et de produits vétérinaires. De son côté, le vétérinaire s'engage ensuite à rembourser l'emprunt à cette institution. L'impact de ce mode d'intervention est double: il responsabilise le vétérinaire et fait travailler les institutions de micro-finance.

VSF dispense également des formations aux vétérinaires et finance au prix local des prestations réalisées par les vétérinaires



res (animations, formations...) auprès des éleveurs.

Texte et photos: Marc de Neuville

Article paru dans le Sillon Belge



En résumé et en chiffres

Le Mali :

Superficie: 1 200 000km²
(41 fois plus que la Belgique)

Population: 14 millions d'habitants

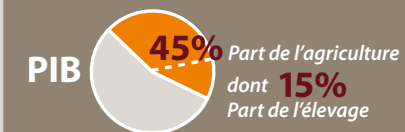
Taux de fécondité : 7 enfants/ femme

Espérance de vie à la naissance : 50 ans

65 % de la population est pauvre.

Classement selon l'IDH (Indice de Développement Humain) :
173^{ème} (sur 177) en 2008.

Élevage : 7.000.000 de bovins, 16.000.000 de petits ruminants et 500.000 camélins



30 % des Maliens dépendent directement de l'élevage

80% des Maliens dépendent indirectement de l'élevage

Le lait représente **40%** du chiffre d'affaire de l'élevage

Vétérinaires Sans Frontières

VSF s'efforce à combattre la faim de manière durable à travers différents projets de soutien à l'élevage. Au Mali, VSF contribue à la dynamisation de la filière laitière.

Le PRODEL K (PROjet de Développement de l'Élevage dans les régions de Koulikoro, Koumantou et Kita) est mis en œuvre au Mali par VSF et en partenariat avec l'ONG malienne ICD (Initiative Conseil et Développement).

Lait, beurre, yaourt, savon... la gamme s'étoffe à la laiterie de Koumantou

Au Mali, la production laitière souffre d'une très faible productivité et de l'absence de filières de collecte, de transformation et de commercialisation des produits. Vétérinaires Sans Frontières (VSF) et Initiatives-Conseils-Développement (ICD) apportent sur place depuis quelques années un soutien à la filière laitière sous la forme de petits projets très ciblés, peu onéreux, basés sur les compétences locales, et reproductibles. Le pivot de cette action: les très petites laiteries artisanales. Coup d'œil sur la coopérative de Koumantou, dans la région de Sikasso, au sud-est du pays.

Les deux producteurs wallons qui ont eu l'occasion de se rendre au Mali l'ont constaté de visu: si beaucoup de choses les rapprochent de leurs confrères maliens éleveurs ou transformateurs de produits laitiers, ces derniers exercent toutefois leurs activités dans un contexte climatique, technique, économique, social, politique et culturel bien différent de celui qui leur est coutumier.

Concrètement, le secteur malien de l'élevage, et notamment la production laitière, thème qui nous intéresse directement dans cette série de reportages, est soumis à de

nombreuses contraintes: les races bovines produisent péniblement 1 à 3 litres de lait/animal/jour, la disponibilité du bétail est limitée en eau et pauvre en fourrages en raison du climat tandis que la complémentation est très onéreuse, la production est extrêmement atomisée, l'offre et la demande varient fortement selon les saisons, le nombre de vétérinaires et les services de santé animale sont très limités, le soutien et la politique laitière de l'Etat manquent cruellement, de même que les infrastructures (réseau routier, bâtiments, équipements...) permettant la collecte, le transport, la transformation, et la commercialisation des produits.

C'est dans ce contexte que les ONG VSF et ICD poursuivent leur action de soutien à la filière lait (projet Prodel-K, voir volet 1) de ce grand pays d'Afrique occidentale. Une action qui n'a évidemment pas l'ambition de régler les problèmes à l'échelle nationale, mais qui se veut efficace à un échelon très local dans le sud du pays, au bénéfice et avec l'étroite participation d'une population agricole et rurale clairement identifiée, en phase avec la réalité du terrain et dans un objectif de pérennisation.

Cet appui porte sur l'amélioration de la

santé animale (installation de vétérinaires privés, campagnes de vaccination), le soutien à la commercialisation des produits laitiers (accompagnement de petites unités de collecte et de transformation de lait) et l'amélioration de la conduite du cheptel (alimentation, reproduction).

Au cœur de l'action: les mini-laiteries

Aussi marginales qu'elles puissent paraître, comparativement aux structures que nous connaissons en Belgique ou en Europe, ces mini-laiteries de type artisanal constituent le lieu privilégié pour le déploiement d'une foule d'actions favorisant le mieux-vivre. En tout premier lieu, lorsqu'elles fonctionnent bien, elles permettent d'augmenter et de sécuriser le revenu des éleveurs et plus particulièrement des femmes. Elles permettent aussi de réduire le temps et la pénibilité de la commercialisation du lait et de mieux satisfaire les besoins des consommateurs. Pour les producteurs, collecteurs et transformateurs de lait, ces petites unités sont aussi une voie d'accès aux formations que proposent les ONG en vue de mieux valoriser leurs compétences dans des domaines très divers, «du champ à l'assiette»: alphabétisation des hommes et des femmes, comptabilité, gestion, mais aussi hygiène de la collecte et du traitement des produits laitiers, rationnement du bétail et notamment complémentation stratégique des animaux à la saison sèche, etc.

La coopérative laitière de Koumantou: un ancrage rural...

C'est ainsi, par exemple, que depuis quelques années, VSF et ICD apportent un aide à une petite coopérative laitière installée dans la commune de Koumantou au sud-est du pays, à 240 km de la capitale Bamako. Les détenteurs de bétail de la quarantaine de villages que regroupe cette commune rurale appartiennent à diverses ethnies, parmi lesquelles les éleveurs peuls assurent la majeure partie de la fourniture de lait. Contrairement à toute la partie nord du pays extrêmement désertique, cette région bénéficie d'un climat favorable aux cultures et au maraîchage, avec une saison sèche de mi-octobre à fin-mai et une saison des pluies (hivernage) entre juin et le début d'octobre. Côté élevage, le nombre de têtes





de bétail y est très élevé tant par habitant que par hectare et la conduite des animaux est extensive. Une partie des troupeaux passe l'année dans l'environnement proche des villages et assure l'approvisionnement en lait, l'autre partie part en transhumance pendant la saison sèche à la recherche de pâturages dans le nord de la Côte d'Ivoire.

... aux moyens très modestes...

Chef du Service des productions et industries animales de Koumantou, Harouna Cissé commente: «Cette coopérative, qui compte à ce jour plus de 130 membres, hommes et femmes, originaires d'une dizaine de villages environnants, est dirigée uniquement par des éleveurs, qui remplissent eux-mêmes toutes les tâches techniques et administratives».

Pendant la saison des pluies, la petite entreprise artisanale collecte 200 à 250 l de lait/jour qu'elle parvient à

transformer entièrement. En saison sèche, par contre, l'appauvrissement des pâturages provoque une chute de la production de lait. Durant cette période, l'alimentation des animaux est la principale contrainte de maintien de la lactation. La laiterie parvient alors difficilement à collecter plus de 70 l/jour.

Dans la plupart des villages, le lait est collecté dans des bidons (en plastique ou en aluminium) et désormais transporté par des livreurs à vélo ou à moto. Ce système de collecte libère les femmes de la pénible tâche du transport des bidons, de sorte qu'elles peuvent se consacrer à d'autres activités, tout en continuant à gérer les revenus du lait.

Celui-ci est acheté aux producteurs aux environs de 200 francs CFA (1.000 francs CFA = 1,52 euro) et traité pour en faire divers produits.

À la livraison, le lait subit un contrôle, forcément très rudimentaire vu les équipements



disponibles sur place: un test au lactodensimètre pour contrôler l'éventuel mouillage du lait et un test à l'alcool pour contrôler si la fermentation n'a pas démarré. Si le lait n'est pas conforme, il est rejeté.

La transformation se fait également de manière artisanale. L'équipement est rudimentaire, mais fonctionnel: marmites, casseroles, bassines, cuves réfrigérantes, réchauds à gaz, mixeurs, étuves, thermosoudeuses, congélateurs, une écrémeuse, un pasteurisateur, un groupe électrogène...

... mais efficaces: produits et débouchés s'étoffent

À la tête de la coopérative, Aly Sangaré a bénéficié de cours d'alphabétisation qui lui permettent aujourd'hui de dresser des courbes d'exploitation et de mieux gérer

son activité: «la laiterie se trouve sur un axe routier relativement fréquenté. Les produits tels que le lait frais pasteurisé ou le lait caillé sucré conditionnés en petits berlingots (sachets en plastique) sont vendus au «guichet» de la laiterie aux villageois et à une clientèle de passage.»

La coopérative a récemment ajouté deux nouveautés à sa gamme, à commencer par le *sirimé*, un beurre clarifié liquide présenté en bouteille, très apprécié des Maliens du Nord, qui permet de répondre aux méventes survenant chaque année, à la saison des pluies. Plutôt que faire du fromage, qui aurait exigé des efforts considérables (technicité, promotion, vente), la laiterie a volontairement opté pour un produit local, avec un savoir-faire local et pas importé d'Europe. Moyennant une formation technique toute simple, la mini-entreprise a pu ainsi dégager d'emblée un revenu nettement plus profitable au départ d'une même matière première.

Ce *sirimé* de grande qualité se vend facilement. Avec le *féné* (crème maturée), ils sont essentiellement destinés à la vente à Bamako qu'ils rejoignent via taxi-brousse et relais locaux.

Dernière innovation, ou presque: la production d'un autre produit laitier à forte valeur ajoutée: le yaourt. Et enfin, car on s'en voudrait de l'oublier: le produit résiduel de la fabrication de *sirimé* est utilisé à tour de rôle par les femmes de chaque village environnant pour en faire du savon, moyennant l'addition de soude caustique et de farine de maïs.

Les débouchés également se diversifient avec la vente sur les marchés hebdomadaires locaux et plus récemment sur le site d'orpaillage de Kola exploité de manière traditionnelle où se pressent des milliers de chercheurs d'or originaires du Mali, mais aussi de la Guinée Conakry, de la Côte d'Ivoire, et du Sénégal, travaillant dans des conditions de pénibilité et d'insécurité dantesques!

Bilan positif mais fragile

La collecte à la coopérative de Koumantou est passée de 17.000 l de lait en 2002 à près de 50.000 l en 2007. Au départ, seul l'appui financier de VSF parvenait à stabiliser la situation déficitaire de la laiterie. Depuis quelque temps maintenant, celle-ci prend en charge la totalité de ses dépenses de fonctionnement et elle peut même se constituer des réserves qui permettent d'envisager le renouvellement du matériel usagé et de nouveaux investissements.

Les éleveurs de la région: «face à l'innovation, on est un peu à l'image des grenouilles, on réfléchit d'abord longtemps, puis on saute.»

L'entreprise dégage des bénéfices notables: près de 15 % de son chiffre d'affaires, et une ristourne a été instaurée au profit des producteurs. «Elle s'intègre progressivement dans son terroir local, preuve qu'elle n'est pas une «vitrine» extérieure à la vie locale», relève Denis Ripoché. «La mini-laiterie de Koumantou prouve également que le modèle économique des petites unités de production implantées dans le milieu rural (élevage extensif) peut fonctionner et que l'essor de la filière laitière du Mali ne repo-



sera pas uniquement sur de grosses unités implantées à la périphérie des grandes villes. Le développement, c'est moins les gros projets coûteux et «rutilants», que des petits projets collant à la réalité du terrain, appropriés par les gens du cru, et susceptibles de gagner petit à petit en performance.»

Mais l'équilibre de ces petites entreprises laitières demeure fragile, notamment par la difficulté de fidéliser les producteurs. Un défi qui n'est pas aisé à relever face à l'irrégularité saisonnière de la production laitière et aux variations du prix de vente sur le marché informel. Les producteurs ont généralement tendance à vendre leur lait au plus offrant.

D'autres initiatives

VSF et ICD accompagnent d'autres petites unités de manière pragmatique en fonction des situations rencontrées sur le terrain. Denis Ripoché: « Nous effectuons un travail

de longue haleine, par petits pas, sans imposer des visions européennes, sans mettre la main sur l'outil local. Qu'elles émanent d'une coopérative ou d'un investisseur privé, notre ambition est d'aider les initiatives à se développer en s'adaptant à la réalité du terrain.»

Parmi ces petites entreprises, citons la mini-laiterie qu'un jeune entrepreneur privé, Baye Babri, a montée très récemment dans la commune de Banamba. Ses berlingots de lait frais pasteurisé, son yaourt et son lait caillé pasteurisé remportent un franc succès. Cet entrepreneur fournit également aux producteurs de l'aliment pour bétail (farine basse de blé).

Autre petite entreprise: la laiterie Danaya Nono à Niono, gérée par Mme Cissé Rokiatou Diallo, ingénieur agronome, qui milite depuis toujours en faveur du développement de la production laitière locale. Cette laiterie fournit de nombreux services aux éleveurs: l'appui à la collecte et le transport

du lait depuis les villes, le suivi vétérinaire, la vaccination des animaux, mais aussi des formations en matière d'alimentation du bétail et de sécurité alimentaire.

Texte et photos: Marc de Neuville

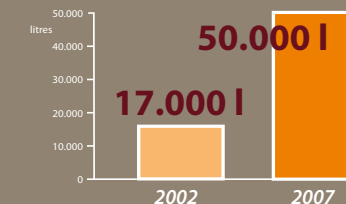
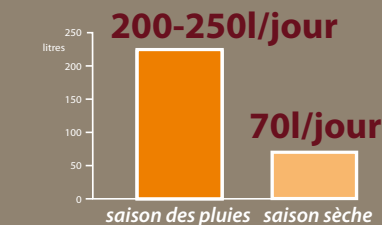
Article paru dans le Sillon Belge

En résumé et en chiffres

La laiterie de Koumantou

130 membres, appartenant à différentes ethnies, originaires d'une dizaine de villages environnants

Collecte de lait



Prix du lait acheté aux producteurs :
200 francs CFA



Les Peuls, ces pasteurs d'exception...

Ce troisième volet nous entraîne sur les pas d'hommes et de femmes de l'ethnie peule. Une ethnie qui, à travers toute l'Afrique sahélienne, est synonyme de pastoralisme, cette relation d'interdépendance qui unit les éleveurs, leurs troupeaux et leur environnement.

Originaires de la haute vallée du Nil, les populations appartenant à l'ethnie peule sont présentes – en minorité – dans tous les pays d'Afrique sahélienne, où elles vivent en groupes dispersés au contact de populations qui leur sont étrangères par les traditions, l'histoire, la langue et l'économie. Ils sont ainsi plusieurs millions d'hommes et de femmes répartis dans une quinzaine d'États, dont le Mali. Là où il y a du lait, il y a des pasteurs peuls dit-on. Au-delà de sa diversité, ce peuple pasteur et nomade, mobile à travers toute l'Afrique a en effet en commun la pratique de l'élevage de bovins laitiers, les zébus, auxquels ils vouent la plus haute considération.

La vache et le Peul sont indissociables

La relation affective forte qui lie l'éleveur à son animal participe à la construction eth-

nique des Peuls. Le Peul se définit avant tout comme un pasteur, même quand son activité principale n'est plus l'élevage.

Le troupeau représente tout: la force, la vie, la nourriture, mais aussi, et peut-être même avant tout, le prestige, l'estime des autres. D'où la propension à l'accroissement des effectifs. Les Peuls pratiquent l'élevage d'abord pour agrandir la taille de leur troupeau, pour accroître le prestige du propriétaire. En cas de coup dur, on vend un animal, mais il n'y a pas, traditionnellement, d'approche zootechnique de l'élevage. La production de lait et de viande n'est pas l'objectif prioritaire. Le lait est un produit à la fois économique et culturel. Le terme *Kossam*, qui le désigne en langue peule, signifie « ce qui est meilleur ». « Un peul sans troupeau est comme un prince sans couronne ».

Dans la société peule traditionnelle, l'homme est propriétaire du bétail. Il gère le troupeau, les entrées et sorties d'animaux, la livraison du lait, les achats d'aliments, de médicaments vétérinaires... Par contre, la femme est propriétaire du lait et dispose du revenu de sa vente, ce qui lui permet d'acheter les condiments et de couvrir les frais scolaires et de santé de la famille. Cette séparation des tâches évolue toutefois avec le temps.

Les Peuls ont un sens de l'observation très aiguë. Ils reconnaissent leurs animaux par leurs caractères physiques, leur comportement et la marque de propriété (particulière à chaque famille) affichée sur leur flanc.

La sédentarisation est en marche...

Au fil du temps, les tribus peules ont progressivement abandonné leur mode de vie et d'élevage strictement nomade – impliquant le déplacement de l'ensemble des familles et de leurs troupeaux à la recherche des points d'eau et des pâturages, sans itinéraire précis, pour adopter une autre forme de pastoralisme: la transhumance. Celle-ci désigne le déplacement annuel du bétail suivant un itinéraire et un calendrier précis, en fonction de la disponibilité de l'eau et des pâturages, dictée par l'alternance des saisons. C'est le cas actuellement au Mali où les pasteurs peuls migrent du nord vers le sud du pays, plus riche en pâturages, et commencent à se sédentariser pour se convertir en « agro-éleveurs », leur élevage s'associant souvent à une activité totalement nouvelle pour eux: l'agriculture, à petite échelle.

... notamment dans la région de Koumantou

Les deux producteurs wallons qui se sont rendus au sud du Mali, à l'invitation de VSF, ont eu l'occasion d'appréhender plus concrètement cette évolution lors de

deux journées passées dans le quartier peul du village de Gerekele, aux environs de Koumantou, (voir volet 2) où l'accueil fut particulièrement bouleversant.

Lors de palabres vespérales, le patriarche du village confia à ses convives l'histoire de ce village: « En raison de la sécheresse qui sévissait durement dans le nord du pays, j'ai pris la décision à l'âge de 36 ans de partir avec ma famille vers le sud à la recherche d'eau et de parcours plus satisfaisants pour le bétail. Après une première étape qui a duré 16 ans dans un premier village, nous sommes venus nous établir, il y a 27 ans, en pleine

brousse à proximité d'un village d'agriculteurs Bambaras (ethnie majoritaire au Mali). Petit à petit, nous avons pu nouer des relations avec la population autochtone, établir notre quartier et bénéficier officiellement de terres dont nous ne serons cependant jamais propriétaires. Cette sédentarisation a bouleversé notre mode de vie. Nous commençons à cultiver du coton, des céréales, mais nous demeurons fondamentalement éleveurs ».

La cohabitation entre quartiers peul et

« Un Peul sans troupeau est comme un roi sans couronne. »



bambara d'un même village ne pose pas de grandes difficultés, grâce aux règles bien établies qui régissent les droits de chacun.

Deux troupeaux

Il n'y a pas si longtemps, dans la région de Koumantou, les animaux élevés par les



Peuls se nourrissaient sans grand problème en brousse. Ils avaient accès aux pâturages communautaires et aux résidus laissés après la récolte des cultures. Mais, aujourd'hui, avec les feux de brousse, la sécheresse, l'accroissement de la démographie et de la surface dédiée aux cultures, les éleveurs sont obligés d'investir dans l'achat d'aliments du bétail (son de mil, maïs...) pour compléter l'alimentation des animaux. C'est pourquoi ils sont contraints de faire partir une grande partie de leur cheptel en transhumance, pendant la saison sèche, dans des parcours situés plus au sud, vers la Côte d'Ivoire où il est possible de pâturer. Seul un effectif réduit

du troupeau peut être maintenu toute l'année au village et fait l'objet de la traite quotidienne.

Appui des ONG

Les formations assurées par VSF et ICD Mali dans le cadre du projet d'appui local à la filière lait ont permis aux éleveurs peuls de la région de Koumantou d'améliorer la conduite de leur troupeau principalement en ce qui concerne l'alimentation, la prophylaxie et la gestion des reproducteurs (mise en garde contre les problèmes liés à la consanguinité);



ce dernier aspect ne touche toutefois encore que très peu d'éleveurs.

Concrètement, les éleveurs ont bénéficié d'informations et ont assisté à des démonstrations sur de nouvelles approches de l'affouragement des animaux en saison sèche: valorisation de la paille par traitement à

l'urée, production du foin, maïs fourrager à sécher. Ils ne sont toutefois pas encore au stade de leur mise en pratique. Il est vrai que la culture fourragère pour l'alimentation du bétail est un concept totalement nouveau pour ces pasteurs.

Le lait produit par les éleveurs de Gerekele est vendu à la mini-laiterie de Koumantou. Cela soulage les femmes d'une grande charge car elles ne sont plus obligées de faire de nombreux et fatigants kilomètres de marche pour transporter et vendre le lait tous les jours. Par ailleurs, l'augmentation de la productivité du cheptel est positive pour les familles concernées: les revenus du lait plus élevés et plus réguliers permettent aux ménages de satisfaire plus aisément leurs besoins en biens de consommation courante, soins de santé et de scolarisation des enfants.

Les éleveurs ont aussi la possibilité d'avoir accès un peu plus facilement aux soins vétérinaires et à une complémentation de l'alimentation.

Mais bien sûr, les difficultés restent nombreuses. Les hommes du village soulignent notamment un sujet qui préoccupe beaucoup les familles de Gerekele: les difficultés d'approvisionnement en eau durant la saison sèche et le manque de fournitures scolaires pour les enfants.

*Texte et photos: Marc de Neuville
Article paru dans le Sillon Belge*



En résumé et en chiffres

Le peuple peul

On estime qu'il y a actuellement
10 millions de Peul.

Spécialisés dans l'élevage bovin, ils sont transhumants et guident leur troupeau au rythme des saisons.

Aujourd'hui, une majorité d'entre eux se sont sédentarisés et pratiquent aussi l'agriculture en plus de l'élevage.

Pour les bergers peuls, le lait a une valeur incommensurable.

Parfois c'est leur seul aliment disponible.

En langue peule, le « lait » se dit « kossam », ce qui signifie « ce qu'il y a de meilleur ».

De la poudre de lait belge sur les étals des marchés

Importations en Afrique de lait en poudre à bas prix d'un côté, production laitière locale étranglée par ce dumping des pays développés de l'autre... L'opposition entre «les bons et les méchants» a l'avantage de la simplicité, mais est-elle pour autant fondée? Vu de l'intérieur du Mali et de sa capitale, la situation se révèle autrement plus complexe. Petit éclairage sur la question en compagnie de Vétérinaires Sans Frontières, du Cirad et d'un industriel conditionnant à Bamako de la poudre de lait d'origine belge (Belgomilk).

Chercheur au Cirad (institut français de recherche agronomique pour les pays du Sud), Christian Corniaux, qui a beaucoup étudié le marché du lait en poudre au Mali et plus précisément dans la capitale Bamako, n'y va pas par quatre chemins: «Par rapport à certains discours entendus, il est souvent utile de rappeler la réalité bien concrète: à Bamako et ses quelque 2 millions d'habitants, la consommation de lait estimée à 130.000 litres/jour est assurée à plus de 90 % par du lait en poudre importé d'Europe, mais aussi du Brésil, d'Argentine, de Nouvelle-Zélande, d'Australie et même de Chine. Autrement dit, la population de la capitale serait pratiquement privée de tout produit laitier si cette poudre n'était subite-

ment plus disponible dans le commerce.» «Voilà la réalité telle qu'elle se vit aujourd'hui. Certes, on peut déplorer la quasi-absence de la filière laitière locale, s'en alarmer... mais là également, les responsabilités sont partagées, insiste le chercheur, qui juge qu'à court et moyen terme, les importations de lait en poudre resteront absolument indispensables. En outre, il y a de la place pour les deux marchés, assure-t-il.»

Manque de moyens et de soutien

Denis Ripoche, coordinateur de VSF au Mali: «Les rares grosses laiteries du pays travaillent avec du lait en poudre parce qu'elles ne trouvent pas suffisamment de lait local pour s'approvisionner et parce que son prix est plus compétitif.

Pourquoi cette difficulté d'approvisionnement? «C'est moins un problème de production – du lait produit dans les campagnes, il y en a relativement partout en Afrique – qu'un problème d'acheminement de cette denrée alimentaire, fragile par nature, vers les consommateurs des zones urbaines de ce très vaste pays. Les raisons ne manquent pas: absence de véritable politique natio-

nale laitière – l'Etat malien investit peu tant en termes de conseils que de financement dans le secteur de l'élevage qui pourtant représente 11 % de son PIB –, pas de coup de pouce des bailleurs de fonds internationaux, déficit criant en infrastructures routières, en équipement frigorifique, en matériel de stockage, en moyens de collecte...», note encore M. Ripoche.

Autres éléments explicatifs: la faible productivité du cheptel laitier et le fait que le lait produit a fréquemment encore une fonction davantage sociale que commerciale.»

Et la poudre, c'est pratique...

Voilà pourquoi le lait en poudre importé a pu s'imposer dans les zones urbaines, d'autant plus que sous cette forme, il est disponible en tous commerces, facile à conserver – dans le contexte climatique local, c'est un vrai challenge pour les denrées alimentaires –, séparable en petites doses...»

«Le lait en poudre est d'une certaine façon une solution «de facilité» pour les deux parties: d'un côté, les fournisseurs des pays industrialisés, et de l'autre, les Etats locaux satisfaits de la disponibilité de ce produit bon marché pour les besoins quotidiens de leurs populations... et des entrées financières générées par les taxes prélevées sur ces entrées.» Autrement dit, les arbitrages ne sont pas simples. Il ne suffit pas pour l'Etat malien

d'interdire tout de go la poudre de lait, ou de la taxer très fortement, pour résoudre les difficultés internes.

A Bamako, la consommation de lait estimée à 130.000 litres/jour est assurée à plus de 90 % par du lait en poudre importé

Pendant un moment, les grands bailleurs internationaux multilatéraux, dans l'optique de la libéralisation, ont mis en avant les avantages différentiels de chaque pays. Au Mali, on a mis l'accent sur l'or et pas du tout sur le secteur rural. Ce n'est que depuis peu que le concept de souveraineté alimentaire



refait surface et que l'on comprend la nécessité d'investir dans le développement de l'agriculture paysanne. Or, cette protection et ce développement du secteur primaire sont indispensables pour le développement plus global de tous les pays du Sud. Cela a été le cas pour nos pays aujourd'hui industrialisés!

Du lait belge au Mali

Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, on peut trouver aisément chez les détaillants du lait en poudre d'origine belge vendu par la société Disnepal, spécialisée dans la distribution et le négoce de produits alimentaires, à un prix raisonnable pour le consommateur. Rencontré à Bamako, le directeur général de cette sarl nous explique: «Dans le cadre



de relations d'affaires initiées lors d'une rencontre avec le groupe Milcobel au salon de l'alimentation à Paris, nous avons lancé au printemps dernier à Bamako une activité de conditionnement de lait en poudre Belgomilk, que nous vendons en exclusivité sous la marque Incolac. L'unité industrielle créée tout récemment est spécialement dédiée au conditionnement en petits sachets (20 et 200 g), qui est le cœur de cible, compte tenu du pouvoir d'achat de la population malienne. Le produit et son emballage répondent au cahier des charges très strict imposé par Belgomilk».

Concernant la filière laitière locale, M. Saïel se veut ouvert, mais pragmatique: «Nous sommes prêts à nous approvisionner en lait local pour une partie de nos activités et pour cela, nous étudions la possibilité de collaborer techniquement et financièrement avec des mini-laiteries du nord du pays. Mais, en tant qu'industriels, investissant sur nos propres deniers, il nous faut des garanties: régularité de la fourniture de la marchandise et de sa qualité, travailler dans un cadre stable avec des éleveurs organisés et des structures de médiation capables de régler les éventuels problèmes entre les parties, etc. C'est logique.» «Avec la hausse du prix du lait, les conditionnements sont devenus plus petits. Aujourd'hui, le petit conditionnement est vendu à un prix de détail qui tient compte du pouvoir d'achat de la population. Le marché porteur actuellement dans le pays, c'est la microdosette de lait en poudre, à 100 francs CFA (0,15 euro), en vente dans les boutiques des quartiers populaires. Si le prix est trop élevé, les ménages n'achèteront plus.»

Denis Ripoché confirme: «Au Mali, le panier de la ménagère représente quelque 60 % des revenus disponibles! De sorte que la moindre variation de prix d'une denrée alimentaire a un impact énorme sur le budget des ménages. Ces dernières années, avec la hausse des prix de nombreux produits (lait, savon, huile...), les familles doivent faire des arbitrages dans leurs achats. Cela peut être sur la quantité lorsque la denrée est jugée indispensable.»

Avancer à petits pas

Nous laisserons le mot de la fin sur ce chapitre à l'expert du Cirad: «S'il est évident qu'il faut améliorer la productivité du bétail, les soins de santé, l'alimentation animale, la qualité sanitaire du lait..., la toute première urgence concerne la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'approvisionnement des marchés en ce lait de vache produit dans les campagnes. Et c'est pour cela qu'il convient de progresser à petite échelle, pas à pas. En la matière, l'expérience des mini-laiteries telles que les soutiennent des ONG comme VSF et ICD est très intéressante. Certes, cela ne va pas mobiliser l'ensemble du potentiel du pays, mais rappelons-nous que l'industrialisation laitière en Europe ne s'est pas faite en quel-

ques années. Les grands groupes laitiers sont le fruit d'une longue histoire.»

Texte et photos: Marc de Neuville

Article paru dans le Sillon Belge

En résumé et en chiffres

Consommation en lait à Bamako
(2 millions d'habitants): 130 000 l/jour

60% du revenu des ménages est consacré à l'alimentation.

50% de la consommation nationale en lait est importée.

Consommation moyenne en lait
conseillée par habitant: 40 litres/an
(soit 560.000 tonnes).

Production laitière:
600.000 tonnes/an.

Production moyenne par
vache laitière:
2,5 litres par jour.



sources: fao et cirad

Dans la filière coton, tout est bon, mais quand elle se grippe, tout le pays a la fièvre!

Deuxième pilier des exportations maliennes, moteur du développement rural, la production de coton – l'or blanc du pays – traverse actuellement une crise profonde qui affecte directement et indirectement près d'un quart de la population du pays. Au rang des victimes: les éleveurs, qui ont de plus en plus de difficultés à acquérir de «l'aliment bétail», complément majeur de l'alimentation des bovins.

La culture du coton au Mali remonte au XI^e siècle où elle a été introduite d'abord dans le nord du pays avant de gagner les régions ouest et sud. Mais c'est véritablement au début des années 1950, sous colonie française, que la production cotonnière a été dynamisée et a commencé à se structurer en une filière industrielle. Pour la France, il s'agissait de réduire sa dépendance en fibre de coton vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Depuis, le coton est devenu incontournable dans l'économie du pays. Cette production est pratiquée par un peu plus de 170.000 exploitations et fait vivre directement et indirectement 3 à 4 millions de personnes au sein d'une population de 14 millions d'habitants. L'ensemble de la filière est encadré par la Compagnie d'Etat malienne pour le

développement des textiles (CMDT) dont la prochaine privatisation soulève beaucoup d'inquiétude dans le pays.

La crise cotonnière...

Deuxième produit d'exportation du pays jusqu'à l'an dernier, derrière l'or et devant l'élevage, le coton pourrait cette année reculer d'un rang sur le podium. En cause: la diminution continue des surfaces consacrées à cette spéculation depuis 4 ans, principalement en raison de la chute des prix de la fibre sur le marché mondial et de la hausse du coût des intrants, les engrais minéraux en particulier. Résultat: de 600.000 tonnes il y a quelques années, la production de coton graine/ha ne s'élevait plus qu'à 190.000 t l'an dernier. Comme le Mali exporte au moins 98% de sa production nationale, le pays est directement exposé aux aléas du marché mondial sans aucune possibilité de régulation.

Le prix du coton graine payé aux producteurs par la CMDT est en berne. Il est ainsi passé de 210 francs CFA/kg en 2004-2005 à 160 CFA/kg (0,25 euro) en 2007-2008, soit un recul de près de 25% en 3 ans. A de tels niveaux de prix et avec un rendement moyen de l'ordre d'une t/ha, les agriculteurs sont

de plus en plus nombreux à se détourner de ce qui était considéré comme l'or blanc du pays. D'autant plus que les rendements/ha semblent également marquer le pas.

... pèse sur toute l'économie

Cette hémorragie de la production n'est pas sans conséquence sur l'économie globale du pays quand on sait à quel point le coton a stimulé l'essor socio-économique de celui-ci: développement d'un tissu industriel autour de la filière (usines d'égrenage, huileries, entreprises de transport, ateliers de mécanique, négoce, etc.), intensification des

La crise du coton concerne un pan entier de l'économie et du développement social d'Afrique occidentale

cultures céréalières et vivrières associées, développement de l'élevage et de la culture attelée, professionnalisation et organisation du monde agricole, amélioration des conditions de vie de la population vivant dans les régions concernées (construction d'écoles, de centres médicaux, de maternités de

forages pour l'eau potable), aménagement de pistes rurales et désenclavement des campagnes.

Autrement dit, la crise du coton concerne en réalité un pan entier de l'économie et du développement social de ce grand pays d'Afrique occidentale.

L'élevage en pâtit aussi

Si cette filière revêt une telle importance, c'est que «dans le coton, tout est bon». Non seulement sa fibre, qui en est la valeur intrinsèque, mais aussi ses graines, que des sociétés telles que les Huileries cotonnières du Mali triturent pour obtenir des huiles de table, des savons et... de l'aliment pour bétail.

Constitué de coques et de tourteau de coton, de farine basse et autres ingrédients selon les

formules, «l'aliment bétail» s'est rapidement imposé chez les éleveurs tant il cumule les avantages pour la complémentation alimentaire des animaux: sous-pro-



duit du fer de lance de l'agriculture locale, prix attractif, valeur nutritive appréciable, facilité de stockage,... Un complément utilisé dans les élevages intensifs de la périphérie de la capitale du pays, mais aussi chez les agro-éleveurs des régions cotonnières et même dans les élevages extensifs en période de soudure en fin de saison sèche.

Mais depuis quelque temps, pour les acheteurs de cet «aliment bétail», c'est la soupe à la grimace. Avec la chute de la production cotonnière, l'approvisionnement des huileries est en pleine déconiture; le tourteau de coton se fait rare et est vendu à des niveaux de prix inabornables pour une majorité d'éleveurs. Avec des conséquences évidentes sur les productions laitière et viandeuse.

Coordinateur d'un projet d'appui à la filière laitière dans le sud du pays en partenariat avec ICD, Denis Ripoche (VSF) juge la situation très délicate: «le recours à des solutions alternatives au tourteau de coton est vécu par les éleveurs comme un retour en arrière. Certes, il est

possible de compenser partiellement la carence des pâturages en saison sèche avec les résidus de cultures pâturés par le bétail sur les champs, la paille de brousse, les fanes de niébé et d'arachide, les sous-produits de cultures comme le son de céréales et la

farine basse de riz, mais cela ne suffit pas à combler le manque. Des techniques comme le fanage ou l'enrichissement des pailles et résidus de récolte avec de l'urée ou de la mélasse ont déjà été promues localement mais n'ont été que très rarement adoptées pour des raisons d'ordre technique, économique, pratique...»

Les graines de soja torréfiées...

Une des solutions pourrait venir du soja, une plante jusqu'ici peu cultivée au Mali. C'est en tout cas une piste que suit de près l'ONG-malienne ICD qui voit en cette légumineuse

et plus particulièrement dans le traitement thermique de ses graines une source nouvelle de complémentation alimentaire pour les animaux. Bakary Traore, ingénieur zootechnicien: «La torréfaction vise à améliorer l'appétence, la digestibilité et la conservation de l'aliment. En outre pour les agriculteurs, cette culture

présenterait notamment l'avantage de réclamer peu d'engrais, d'occuper les sols plus tardivement que les cultures vivrières, et d'assurer une source de revenu alternative.»



... depuis 2005 à Ouélessébougou

Dans cette commune rurale en zone propice à l'agriculture et à l'élevage, à 75 km au sud de Bamako, un jeune entrepreneur s'investit depuis trois ans dans la promotion de la culture du soja, la réception des graines et la torréfaction de celles-ci en vue de leur incorporation dans l'alimentation de la volaille dans un premier temps.

Ingénieur agronome et directeur de la sarl Sojavie, une petite entreprise de torréfaction créée en 2005 avec le soutien d'ICD et d'une ONG française, M. Yacouba Sangare est un battant: «Notre projet a vu le jour pour apporter une réponse au problème d'approvisionnement en protéines auquel étaient confrontés les aviculteurs professionnels en raison du renchérissement et de la mauvaise qualité de la farine de poisson habituellement utilisée.»

Un défi très courageux pour lequel M. Sangare n'a pas ménagé ses efforts pour informer et convaincre, en amont et en aval, producteurs et utilisateurs. En trois ans, les résultats positifs et le bouche à oreille ont incité plusieurs centaines de producteurs à se lancer, à petite échelle, dans la culture, tandis que les volumes contractés avec les producteurs de poulets de chair ont fortement progressé. Et pourtant, la pérennité de l'entreprise est fragilisée par la difficulté d'obtenir des crédits pour assurer le fond de roulement nécessaire à toute activité naissante. Les banques ici aussi sont très frileuses.

«Malgré toutes ces embûches, je suis prêt à poursuivre sur la voie du soja, et même

à investir dans des équipements pour extraire de l'huile et fabriquer du tourteau pour l'alimentation du bétail, voire également dans des farines pour l'alimentation des enfants souffrant de malnutrition dans le nord du pays. Mais pour tout cela, il me faut des moyens», indique encore Yacouba Sangare qui lance un appel à des partenaires investisseurs à l'échelle nationale ou internationale.

Texte et photos: Marc de Neuville

Article paru dans le Sillon Belge

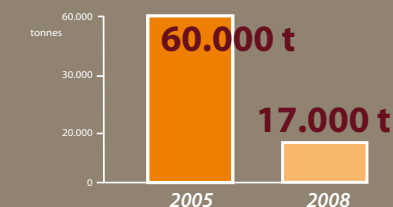
En résumé et en chiffres

Le coton au Mali

Il y a **± 170.000 exploitations** de coton au Mali.

La culture du coton fait vivre **3.5 millions** de personnes (sur 14 millions)

Production de coton



Le Mali exporte **98%** de sa production nationale.

Prix du coton

2005 : **210 francs CFA/kg**
2008 : **160 francs CFA/kg**

A la rencontre de Christiane Collinet (49)



Christiane Collinet est agricultrice. Mère de deux enfants, elle gère avec son mari une exploitation de vaches blanc-bleu viandeuses et laitières à La Roche, dans la province du Luxembourg. Elle travaille deux jours par semaine à l'extérieur et est présidente provinciale de l'Union des Agricultrices wallonnes.

« Vétérinaires Sans Frontières n'assiste pas la population mais l'aide à mettre sur pied des petites entreprises »

« Cette semaine au Mali avec VSF a été très enrichissante ! J'ai pu rencontrer des personnes très accueillantes et généreuses. Même si elles n'ont pas grand chose, ces personnes nous ont beaucoup donné ! Vivre dans un village peul est une expérience extraordinaire. Les habitants du village ont partagé avec nous leur repas et leur logement. Nous avons également pu prendre part à leurs activités quotidiennes et même à la traite. Je suis très heureuse d'avoir eu la chance de partir avec VSF. C'est une ONG qui fait un travail formidable. Ils n'assistent pas la population mais l'aident à mettre sur pied des petites entreprises qui peuvent fonctionner avec peu de fonds (ex. : mini laiteries, fabriques de savons, ...). Un des objectifs de VSF est aussi de soutenir les vétérinaires locaux afin de sensibiliser les éleveurs à l'importance de la vaccination des animaux et de l'alimentation animale. »

A la rencontre de Benoît Robert (36)



Agé de 36 ans, cela fait 10 ans que Benoît développe une micro entreprise fromagère en Ardenne belge. Après des études d'ingénieur industriel en agriculture, l'idée de mettre sur pied une activité agro-alimentaire réunissant qualité et respect des produits s'est rapidement imposée.

« Nous partageons les mêmes préoccupations malgré des différences fondamentales »

vie des habitants du Mali m'est apparue dans tout son contraste. L'accueil et la bienveillance que les habitants nous ont réservés témoignaient d'une chaleur humaine inoubliable. C'est la rencontre avec des maliens qui pratiquent le même métier que le mien qui restera toutefois pour moi une expérience unique. En effet, j'ai pu me rendre compte que nous partageons les mêmes préoccupations malgré des différences fondamentales liées au contexte des productions laitières belges et maliennes (surproduction d'un côté et instabilité voire rareté de l'autre). Le souci de fournir des produits de qualité et les difficultés de les diffuser dans des filières de distribution organisée nous rapproche sans aucun doute.

J'ai pu également constater que le lait et ses dérivés restent des éléments fondamentaux de l'alimentation de base de ce pays. Restera aussi dans ma mémoire le constat suivant qui fut mis en évidence par le discours du chef d'un village peul : alors que j'ai pu faire le choix de mon métier de fromager, les peuls exercent leurs activités de production de lait par nécessité et tradition (tradition du travail du lait qui tend malheureusement à disparaître dans nos pays). Le travail de VSF au Mali m'est apparu comme un accompagnement et un soutien aux initiatives locales respectueux du tissu socio-économique et loin de toute intervention directive. »

« Dans le contexte actuel de l'industrie agro-alimentaire, les difficultés et les obstacles furent nombreux pour démarrer cette production artisanale. Après avoir gagné la confiance et fidélisé une clientèle par l'intermédiaire d'un grossiste, la fromagerie de Benoît s'est dotée d'un petit point de vente à la ferme et la gamme de produits au lait cru se décline maintenant en une dizaine de types de fromages. « Quittant l'opulence des biens de consommation de l'Europe en cette période de fêtes de fin d'année, la



Conclusion

Partir « sur les sentiers du lait » au Mali, c'est découvrir une réalité à la fois différente et proche de la nôtre. Cela permet de comprendre que finalement, les destins de l'agriculture belge et malienne sont intimement liés.

Ensemble...

Le secteur laitier belge traverse à nouveau une crise profonde. Nombreux sont les producteurs qui sont au bord de l'asphyxie. Au Mali, les éleveurs laitiers souffrent également de contraintes récurrentes. Les uns sont pris en étau entre la baisse des prix du lait et l'obligation d'investir constamment pour respecter des normes sanitaires toujours plus strictes. Les autres souffrent d'une très faible productivité et d'un manque d'infrastructures de collecte, de transformation et de commercialisation des produits. Si les contextes naturels et climatiques sont très différents, un constat identique s'applique aux deux pays : les producteurs laitiers, au nord comme au sud de notre planète, soignent avec le même amour leurs animaux et contribuent ensemble à nourrir le monde.

...agir...

Au Mali, VSF soutient des initiatives locales qui dynamisent l'organisation de la filière

laitière. Le but : que les Maliens aient la possibilité de choisir. Choisir un modèle adapté à leur environnement et à leur culture, choisir de consommer le lait local tant apprécié ou du lait importé. Or, pour l'instant, si théoriquement la production laitière est suffisante, le lait importé reste malheureusement nécessaire pour subvenir aux besoins alimentaires de chacun.

...pour un enjeu commun

La souveraineté alimentaire détermine « le droit des peuples ou des Etats à définir librement les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs besoins sans créer de préjudices aux autres pays ». Au Mali comme en Belgique, il est temps de donner la priorité à la production locale et d'encourager l'agriculture familiale et paysanne.

Une aventure se termine. Des rencontres inoubliables en tête, beaucoup d'espoir au fond des cœurs, et des valises de questionnements. Le voyage continue.

Pour en savoir plus sur les projets de VSF : vsf@vsf-belgium.org

Pour soutenir le projet de VSF au Mali, notre numéro de compte 732-6190064-60 « Mali filière lait ».

Cette expérience a été rendue possible grâce au projet d'éducation au développement de Vétérinaires Sans Frontières Belgique, soutenus par des fonds Européens. Sur le terrain, Christiane Collinet et Benoît Robert ont été guidés par des représentants de VSF : Denis Ripoché et Florence Burette. Ils étaient également accompagnés par un rédacteur de l'hebdomadaire agricole « Le Sillon Belge », Marc de Neuville ainsi que par une équipe de la RTBF pour le magazine « La Clef des Champs » composée de Véronique Darimont, Philippe Dehaleux et Eric Counson.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de VSF-Belgium et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.

Éditeur responsable : Johan De Ceuster, 36-38 avenue Paul Deschanel, 1030 Bruxelles



Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement l'ONG ICD ainsi que les représentants de VSF au Mali, pour l'accueil réservé à la délégation belge au Mali. Nous remercions également le Sillon Belge et la Clef des Champs pour leur témoignage, leur engagement et leur professionnalisme journalistique. Merci enfin à la province du Luxembourg et à l'Union Européenne pour leur soutien financier.



« En langue peule le *lait* se dit *kossam*,
ce qui signifie
ce qu'il y a de meilleur »



Vétérinaires Sans Frontières

Avenue Paul Deschanel 36-38 - 1030 Bruxelles - Belgique

Tél. : 0032 2 539 09 89 - Fax : 0032 8 539 34 90

E-mail : vsf@vsf-belgium.org - Website : www.veterinairessansfrontieres.be

Compte N° : 732-6190064-60